



## 5 juin - Journée mondiale de l'environnement

# Un appel à la transformation radicale en temps de crise

Les préoccupations mondiales se sont accrues quant à l'impact préjudiciable des activités économiques du système existant sur l'environnement, ainsi qu'aux changements et aux catastrophes qu'elles ont déclenchés. Cependant, les mesures et les actions prises pour faire face à cette crise incontestablement catastrophique ne sont pas à la hauteur de sa gravité. Ce décalage est directement lié à la logique dominante du capitalisme et à son mépris inhérent aux effets collatéraux liés à la recherche du profit.

La crise écologique a entraîné une série de catastrophes dont l'ampleur reste inconnue en raison des efforts constants des forces politiques et économiques pour masquer la gravité et les causes de la catastrophe. Ces catastrophes comprennent des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les vagues de chaleur, les sécheresses, les tempêtes, les ouragans, les pluies torrentielles, les incendies de forêt et autres.

Ces dernières années, les inondations catastrophiques sont devenues de plus en plus fréquentes dans le monde. Rien qu'en 2024, des inondations dévastatrices se sont produites dans 12 pays, dont l'Afghanistan, l'Australie, le Brésil, la Chine, l'Angleterre, l'Allemagne, le Kazakhstan, le Kenya, la Russie, la Tanzanie, les Émirats arabes unis et les États-Unis.

Selon l'Organisation météorologique mondiale, les catastrophes liées aux inondations ont augmenté de 134 % depuis les années 2000. Les inondations sont désormais les catastrophes météorologiques les plus récurrentes et les plus répandues qui menacent l'humanité aujourd'hui.

Les fortes pluies, lorsque les vagues de l'océan arrivent sur la côte, font fondre la neige trop rapidement,

Les fortes pluies, lorsque les vagues de l'océan arrivent sur la côte, entraînant une fonte trop rapide de la neige et la rupture des barrages et des digues sont tous des facteurs qui contribuent aux inondations. Les crues soudaines, qui résultent de précipitations exceptionnellement fortes, sont particulièrement dangereuses, car le volume d'eau dépasse la capacité de la terre à l'absorber. Les zones densément peuplées dotées d'infrastructures inadéquates, les sites situés à proximité des rivières, les régions proches de la fonte des neiges et les barrages susceptibles de céder faute de manque d'entretien, de maintenance ou de planification suffisants sont tous exposés à un risque accru d'inondations désastreuses. Ainsi, ce n'est pas seulement la survenue d'événements météorologiques qui mène à la catastrophe, mais aussi le sous-développement. La déprédation de la nature, l'inégalité sociale et économique et la négligence des infrastructures publiques - caractéristiques du rétrécissement de l'État par les gouvernements néolibéraux - sont également responsables des menaces auxquelles nous sommes confrontés aujourd'hui.

Les destructions et les pertes en vies humaines causées par les récentes inondations ne sont pas seulement un motif d'inquiétude et de chagrin, elles exigent aussi une action urgente. En 2022, le Pakistan a subi l'une des pires inondations de son histoire récente, touchant plus de 33 millions de personnes, dont 20,6 millions ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence, selon l'UNICEF et Al Jazeera. Huit millions de personnes ont été déplacées et 1 739 ont perdu la vie. L'Afrique de l'Est a récemment été confrontée à de fortes pluies, des inondations soudaines et des glissements de terrain, touchant environ 1,6 million de personnes au Burundi, en Éthiopie, au Kenya, en Somalie, en Tanzanie et en Ouganda, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (OCHA). Rien qu'au Kenya, 293 000 personnes ont été déplacées et 289 sont mortes, selon les statistiques du gouvernement. Plus récemment, au Brésil, de graves inondations ont touché 94 % des 500 municipalités de l'État méridional du Rio Grande do Sul. Sur 11 millions d'habitants, 600 000 ont été déplacés, 72 000 personnes se trouvent dans des abris temporaires et plus de 160 ont été tués par les inondations. Ces données ont été publiées par la presse locale à partir des bulletins de la défense civile de l'État. Aux États-Unis, les [inondations tuent](#) plus de personnes que les tornades, les ouragans ou la foudre chaque année.

L'unique remède à la crise écologique réside dans une révision fondamentale de notre système économique, en vue d'une transition vers un modèle qui favorise la justice sociale, éradique l'exploitation et entretient une relation symbiotique avec la nature. Cette transformation implique un changement de conscience quant à notre lien avec l'environnement naturel, en s'efforçant de rétablir l'équilibre et la réciprocité. La simple réduction des émissions dans le but de freiner le réchauffement est insuffisante et, bien sûr, non viable compte tenu de l'hégémonie actuelle du capital et de ses intérêts.

On ne pourra pas sous-estimer le défi que doivent relever les organisations, les mouvements et les partis populaires de la classe ouvrière. Ce n'est que par la mobilisation et les actions populaires que les transformations nécessaires seront réalisées. Les scientifiques, les législateurs et les politiciens peuvent jouer un rôle important, mais seules les organisations de masse ont la capacité de construire la force politique nécessaire pour contrer l'ordre économique dominant, qui dépend de la dévastation et du pillage continus de l'environnement.

La crise environnementale touche les femmes de manière disproportionnée, en particulier celles des communautés les plus vulnérables. Les femmes assument souvent la responsabilité de protéger les familles et les communautés pendant les crises, en supportant les impacts initiaux du déplacement, de la perte des moyens de subsistance et de l'augmentation des tâches domestiques. Il est donc essentiel d'impliquer les femmes dans la prise de décision à tous les niveaux, car leurs expériences et leurs connaissances diverses offrent des perspectives et des solutions uniques.

À cette fin, nous proposons les réflexions suivantes, qui ont été menées par des mouvements du monde entier dans le cadre de leur travail de transformation de notre réalité actuelle :

1. La transition vers des sources d'énergie alternatives doit se faire par le biais d'une planification qui inclut la participation des populations et de leurs organisations, en veillant à ce que les femmes aient une voix égale dans ces processus.
2. Il est essentiel de défendre les souverainetés nationales contre les intérêts des entreprises mondiales qui cherchent à extraire les ressources naturelles afin d'éviter de nouvelles dévastations.

3. La réforme agraire et la recherche d'un modèle de production agricole basé sur des pratiques agroécologiques et les principes de la souveraineté alimentaire sont des moyens pour faire face au caractère destructeur de l'agriculture industrialisée. Des initiatives internationales sont nécessaires pour soutenir la production agroécologique dans les pays du Sud. À cet égard, il est nécessaire de promouvoir la prise de conscience sur la nécessité de consommer en fonction des besoins, en donnant la priorité à ce qui est produit localement.
4. Le paiement de la dette écologique des pays du Nord qui ont historiquement saccagé, spolié et contaminé le Sud.
5. Un programme global et complet doit être élaboré pour protéger les sources d'eau et la reforestation. Ce programme doit tenir compte des besoins et des perspectives des différents secteurs de la population, en veillant à ce que les besoins spécifiques des femmes et d'autres groupes soient pris en considération.
6. La sauvegarde des droits à la terre, à l'eau et aux semences par le biais d'une législation appropriée, la limitation de la portée des entreprises et des garanties formelles, y compris la défense des terres et territoires indigènes, est une priorité. Défendre et garantir que l'eau, l'air et les biens de la nature ne seront pas privatisés ou commercialisés.
7. Les solutions doivent être axées sur des changements structurels de l'économie et du modèle de développement, et non sur des actions menées par les consommateurs.
8. Le complexe militaro-industriel, dirigé et organisé par l'impérialisme américain, constitue une agression permanente et généralisée contre les peuples et l'environnement, compte tenu des vastes ressources qui servent à la production militaire et de la nature polluante de cette production.
9. Pour résoudre la crise environnementale, il faut également s'attaquer aux difficultés liées au système dans son ensemble, notamment la faim et la famine, les logements inadéquats et dangereux, le développement urbain insuffisant, l'accès insuffisant aux soins de santé et les conditions de travail dangereuses dans l'industrie minière, l'agriculture et d'autres secteurs.
10. Les solutions doivent être recherchées à tous les niveaux de la société, depuis le niveau régional et national jusqu'au niveau municipal, avec une représentation équitable des femmes dans toutes les instances de prise de décision.
11. Les luttes et les actions politiques concernant la crise écologique ne peuvent pas être séparées des efforts visant à lutter contre le patriarcat, le racisme, la violence et l'inégalité, ou à garantir la démocratie, la paix, la souveraineté et le développement.

Selon les sages paroles de Chico Mendes, l'environnementalisme sans la lutte des classes n'est que du jardinage. Luttons ensemble pour construire un avenir plus équitable, plus sûr et écologiquement plus harmonieux pour tous.

### **Signataires :**

Assemblée internationale des peuples

Alba Movimientos

Movimiento de Afectados por Represas (Mouvement des personnes affectées par la représentation)

Marche mondiale des femmes